Des villes en guerre au XVIII^e siècle : les villes bretonnes face à la menace britannique (v. 1689-v. 1783)

Towns at war in the eighteenth century: Breton towns and the British threat (c. 1689 – c. 1783)

David Hopkin, Yann Lagadec et Stéphane Perréon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2671>

DOI : 10.4000/abpo.2671

ISBN : 978-2-7535-3304-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

Pagination : 107-131

ISBN : 978-2-7535-3302-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

David Hopkin, Yann Lagadec et Stéphane Perréon, « Des villes en guerre au XVIII^e siècle : les villes bretonnes face à la menace britannique (v. 1689-v. 1783) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 120-4 | 2013, mis en ligne le 30 décembre 2015, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2671> ; DOI : 10.4000/abpo.2671

Des villes en guerre au XVIII^e siècle : les villes bretonnes face à la menace britannique (v. 1689-v. 1783)

David HOPKIN

Fellow in Modern History, Hertford College, Oxford University

Yann LAGADEC

Maître de conférences, Université Rennes 2/Haute-Bretagne

– CERHIO, UMR CNRS 6258

Stéphane PERRÉON

Professeur agrégé au Lycée de Bressuire, docteur en histoire

– CERHIO, UMR CNRS 6258

L'historiographie française ne s'est guère penchée que subrepticement sur les rapports entre ville et guerre au XVIII^e siècle, une période qui voit, il est vrai, le lent dépérissement des milices urbaines, la construction de casernes conduisant à la distinction croissante des sociétés civiles et militaires ou encore le démantèlement des remparts de nombreuses cités pour faire place à de larges promenades et boulevards. Les études associant les dimensions urbaines et militaires ressortissent en fait principalement à deux genres : d'une part des recherches dues à des spécialistes d'histoire militaire, pour lesquels la ville n'est qu'un cadre dont les fonctions militaires sont rarement étudiées pour elles-mêmes¹ ; d'autre part des travaux d'histoire urbaine, où la dimension militaire n'est qu'un élément – souvent très secondaire – parmi de nombreux autres². Rares sont, dans ces

1. Voir, par exemple, les travaux de CHAGNIOT, Jean, *Paris et l'armée au XVIII^e siècle. Étude politique et sociale*, Paris, Economica, 1985, de PERRÉON, Stéphane, *L'armée en Bretagne au XVIII^e siècle. Institution militaire et société civile au temps de l'intendance et des Etats*, Rennes, PUR, 2005 ou de LAFFONT, Jean-Luc, « La présence militaire à Toulouse dans la seconde moitié du XVIII^e siècle », *Annales du Midi*, 2000-1, p. 41-64.

2. Rares sont les monographies urbaines n'abordant pas, d'une manière ou d'une autre, ces questions militaires. Parmi celles-ci, les perspectives les plus récentes sont celles se rapportant au rôle des forces militaires en matière de police. Sur ce point, voir par exemple DENYS, Catherine, *Police et sécurité au XVIII^e siècle dans les villes de la frontière franco-belge*, Paris, L'Harmattan, 2002, LAFFONT, Jean-Luc, *Policer la ville. Toulouse, capitale provinciale au siècle des Lumières*, Thèse d'histoire, Université de Toulouse II, 1997 ou

conditions, les spécialistes du XVIII^e siècle s'étant arrêtés sur les questions plus strictement opérationnelles, techniques ou tactiques, au contraire de leurs homologues spécialistes des XVI^e et XVII^e siècles³ : en un mot, si les rapports entre la ville et l'armée dans la France du siècle des Lumières sont désormais bien connus⁴, les relations entre la ville et la guerre restent assez largement à étudier. Tout se passe en fait comme si la mort de Vauban, en 1707, marquait une indépassable césure dans l'historiographie : les villes, après cette date, ne seraient plus que des lieux de passage ou de séjour de troupes plus ou moins disciplinées, de réquisitions diverses, éventuellement de réaménagements urbains, exceptionnellement des villes confrontées à la guerre⁵.

Il faut noter, à la décharge des spécialistes du XVIII^e siècle, que les nombreuses guerres du dernier siècle de l'Ancien Régime se déroulent pour l'essentiel au-delà des frontières du royaume : le « pré carré » cher à Vauban demeure en effet quasiment inviolé, à l'exception de la prise de Lille en 1708 ou encore d'une incursion austro-piémontaise en Provence durant la guerre de Succession d'Autriche. Dans cette France « sanctuarisée », seules les provinces frontalières restent donc sur le qui-vive. Parmi elles, les provinces maritimes et, en premier lieu, la Bretagne⁶.

CORRE, Olivier, « Guerre et ports militaires, le problème de la police : son rétablissement à Brest durant la guerre d'Indépendance américaine », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 2009-3, p. 181-209.

3. Retenons, entre autres, les approches particulièrement stimulantes de OSTWALD, Jamel, *Vauban under Siege. Engineering Efficiency and Martial Vigor in the War of the Spanish Succession*, Boston, Brill, 2007, de PARROT, David, « The Utility of Fortifications in Early Modern Europe: Italian Princes and their Citadel, 1540-1640 », *War in History*, 2000-2, p. 127-153, ou de WOOD, James B., *The King's Army: Warfare, Soldiers, and Society during the Wars of Religion in France, 1562-1576*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 246-274 concernant le siège de La Rochelle. De manière très révélatrice, une bonne partie des études générales portant sur la guerre au siècle des Lumières négligent le rôle joué par les sièges dans la stratégie, alors même qu'il faut attendre les guerres de la Révolution et de l'Empire pour que ces opérations prennent une place secondaire. Le livre de référence de DUFFY, Christopher, *Fire and Stone. The Science of Fortress Warfare, 1660-1860*, Edison, Castle Books, 2006, p. 163-178, étudie par exemple les sièges de Namur (1692 et 1695), Anvers (1832) et Alger (1816), ignorant totalement la période intermédiaire.

4. Cette thématique fut par exemple au centre d'un colloque organisé à Lille en juin 2004. Sur quinze communications concernant l'époque moderne, une seule traite de la question des villes face à la guerre ; BRAGARD, Philippe, CHANET, Jean-François, DENYS, Catherine et GUIGNET, Philippe (dir.), *L'armée et la ville dans l'Europe du Nord et du Nord-Ouest du XVI^e siècle à nos jours*, Louvain, Academia Bruylant/Presses universitaires de Louvain, 2006.

5. Parmi ces exceptions, notons la place tenue par l'étude des villes accueillant des arsenaux de la Marine. À notre connaissance cependant, seule l'étude de CORRE, Olivier, *Brest, base du Ponant, structures, organisation et montée en puissance pendant la guerre d'Amérique (1774-1783)*, Thèse d'histoire, université de Rennes 2, 2003, se focalise sur une période de conflit.

6. La Bretagne n'est bien évidemment pas la seule : le port de Sète est occupé quelques jours par des troupes britanniques en 1709, à l'instar de Cherbourg en 1758, Rochefort ayant été l'objet d'un projet de descente en 1757. D'autres ports sont simplement bombardés, tels Dieppe, Le Havre, Dunkerque, etc. Sur ces questions, nous renvoyons à

Péninsule avancée entre la Manche et l'Atlantique, elle bénéficie en effet d'une situation stratégique remarquable⁷. De ce fait, outre les bombardements de Saint-Malo en 1693 et 1695, les débarquements récurrents dans les plus petites îles littorales ou la prise de Belle-Île (1761-1763), la Bretagne connaît cinq descentes anglo-hollandaises ou britanniques majeures au cours du siècle : à Camaret en 1694, au Pouldu puis à Quiberon en 1746, enfin à Cancale et à Saint-Briac en 1758. Or ces attaques, quand bien même auraient-elles pour théâtre principal quelques modestes paroisses littorales, ont pour cibles des villes, plus particulièrement trois des principaux ports de la province, Brest, Saint-Malo et Lorient⁸.

Les raids britanniques répondent en effet à plusieurs objectifs⁹. Le premier vise à conduire des opérations de diversion de niveau stratégique, afin de contraindre les autorités militaires françaises à prélever des troupes sur les principaux fronts, essentiellement aux Pays-Bas et en Allemagne, pour contrer ces incursions côtières : l'attaque contre Lorient en 1746 cherche ainsi à alléger la pression française en Flandres, particulièrement forte après Fontenoy ; quant aux expéditions de 1758, elles sont ardemment souhaitées par William Pitt, pressé par son allié Frédéric II de Prusse dont la situation militaire, quoique moins mauvaise qu'un an auparavant, reste difficile¹⁰. Mais ces opérations visent aussi – second objectif – à perturber l'activité maritime française, en bloquant de grands ports voire en les détruisant : les descentes contre Saint-Malo en 1758 ambitionnent ainsi tout autant la prise du port corsaire – éventuel gage d'importance dans le cadre de négociations de paix à venir – que la destruction des installations portuaires, assez largement effective d'ailleurs en juin lorsque les troupes de Marlborough parviennent à avancer jusque sous les remparts de la ville, à occuper le faubourg de Saint-Servan et à y incendier la corderie, les magasins et les navires présents.

LAGADEC, Yann et PERRÉON, Stéphane (en collab. avec David Hopkin), *La bataille de Saint-Cast (Bretagne, 11 septembre 1758). Entre histoire et mémoire*, Rennes, PUR, 2009, p. 69-102.

7. NIÈRES, Claude, « La Bretagne, province frontière », *Mémoires de la Société historique et archéologique de Bretagne*, 1981, t. 58, p. 183-196. La frontière, maritime notamment, n'est cependant pas qu'une zone d'affrontement, comme l'a montré MORIEUX, Renaud, *Une mer pour deux royaumes. La Manche, frontière franco-anglaise (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Rennes, PUR, 2008.

8. De manière significative d'ailleurs, en 1772, dans l'un des nombreux mémoires sur la défense côtière qu'il rédige, le chevalier de La Rozière ne développe que trois simulations d'attaque portant contre ces trois seules villes ; Service historique de la défense/ Département de l'armée de terre (SHD/DAT), 1 M 1091, f° 13, Mémoire sur la défense de la Bretagne.

9. MIDDLETON, Richard, « The British Coastal Expeditions to France 1757-1758 », *Journal of the Society for Army Historical Research*, vol. 71, 1993, n° 286, p. 74-92 et CORBETT, Julian S. Sir, *England in the Seven Years' War. A Study in Combined Strategy*, New York, Longmans, 1907, chapitre XI.

10. Sur ce point, voir DZIEMBOWSKI, Edmond, *Les Pitt. L'Angleterre face à la France, 1708-1806*, Paris, Perrin, 2006, p. 101-108 et MIDDLETON, Richard, *The Bells of Victory. The Pitt-Newcastle Ministry and the Conduct of the Seven Years' War, 1757-1762*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

Dans ces conditions, au-delà des presque classiques questions concernant le logement des gens de guerre et son coût pour les communautés urbaines, les relations parfois tendues entre civils et militaires ou encore la place nouvelle tenue par les soldats dans le maintien de l'ordre urbain, c'est donc celle des rapports entretenus entre les villes d'une province frontière maritime et la guerre en un siècle de démilitarisation partielle des entités urbaines que nous voudrions poser ici. Des villes, et non des seuls ports. Car, malgré un contexte urbain breton plutôt atone¹¹, où les cités portuaires de Brest, Lorient et Saint-Malo sont d'ailleurs, avec Nantes, les seules villes à faire preuve d'un certain dynamisme démographique et économique, rares sont celles, situées ou non sur le littoral, se sentant totalement à l'abri face à la menace britannique.

La mise en défense des villes de la frontière littorale

Les villes bretonnes connaissent, au XVIII^e siècle, une évolution divergente de leurs fortifications assez largement semblable à celle observable à l'échelle du pays tout entier. Alors que celles de l'intérieur voient leurs murailles rester sans entretien puis être arasées dans de nombreux cas, assez tardivement toutefois, au contraire, une véritable « ceinture de pierre », initiée en grande partie par Vauban et complétée tout au long du siècle, enserre le littoral, participant à la défense de la frontière maritime du royaume.

L'édification d'une « ceinture de pierre » littorale

Les villes bretonnes proches des côtes sont en général bien fortifiées, Saint-Brieuc constituant la principale exception. En effet, ici, la muraille élevée dans la première moitié du XVII^e siècle est restée largement inachevée¹², l'attention des ingénieurs du roi s'étant focalisée essentiellement sur Brest, Saint-Malo puis Lorient.

Le siècle de la flotte du Ponant a connu un extraordinaire développement dans les dernières décennies du XVII^e siècle. Les efforts de Vauban portent non seulement sur l'enceinte urbaine mais également sur la défense du goulet, dont il équipe les rives de redoutables batteries. En 1695, une nouvelle enceinte englobe le quartier de Recouvrance, où subsistent de vastes

11. QUÉNIART, Jean, *La Bretagne au XVIII^e siècle 1675-1789*, Rennes, Ouest-France, 2003, p. 420-421 et 476; voir aussi NIÈRES Claude, *Les villes de Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, PUR, 2004, p. 29-37.

12. Dans ses *Annales briochines*, le chanoine Ruffelet note qu'en 1628 l'on « commence à bâtir les murailles de la Ville de S. Brieuc », pour ne plus en parler ensuite. Il signale par ailleurs, à la date de 1751, que la ville possède alors huit canons, « dont deux sont hors de service », pour la plupart saisis en 1675 sur une « frégate ostendoise » venue s'échouer sur les grèves de Plérin (CHARLES, Olivier [dir.], *Les Annales briochines de Christophe-Michel Ruffelet*, Rennes, PUR/Société d'Émulation des Côtes-d'Armor, à paraître). L'âge comme le mode d'acquisition de ces armes disent bien la faible importance accordée à sa défense par la ville – pourtant littorale – de Saint-Brieuc.

espaces libres pour une urbanisation future. Les ingénieurs n'ont ensuite cessé de compléter ce dispositif défensif, même s'ils réalisent peu de travaux d'importance avant le milieu du XVIII^e siècle. La guerre d'Amérique entraîne un renforcement notable des fortifications avec les ouvrages avancés du Bouguen et un système de forts détachés érigés à l'ouest de la ville pour se prémunir contre toute attaque terrestre¹³. Pourtant, après le sanglant échec de Camaret, le 18 juin 1694, les Britanniques ne se risquent plus à attaquer Brest, se contentant, grâce à la supériorité incontestable de leur marine, d'empêcher la flotte française de sortir de la rade.

La ville – récente – de Lorient n'est, pour sa part et pendant longtemps, protégée que par de mauvais retranchements en terre. Côté mer, la citadelle de Port-Louis, malgré sa conception médiocre et pour une part dépassée, est censée empêcher toute attaque contre les installations de la Compagnie des Indes. Quant au mur édifié en 1744 à Lorient même, son épaisseur de deux pieds six pouces et sa hauteur de quatorze pieds visent davantage à limiter la fraude et la contrebande qu'à résister à l'ennemi¹⁴. D'ailleurs, inachevé en 1746, il n'aurait pas permis d'éviter la prise de la ville si les Britanniques avaient été mieux informés et organisés. Ce n'est donc que dans la seconde moitié du siècle – essentiellement au moment de la guerre de Sept Ans – que l'on protège le port par trois fronts de fortifications et plusieurs ouvrages détachés, assez mal construits d'ailleurs, comme le note un mémoire de 1772¹⁵.

Le port de Saint-Malo se révèle bien moins exposé. La ville est en effet défendue naturellement, côté mer, par de nombreux récifs. Un double réseau de forts en rend l'approche encore plus malaisée voire impossible pour l'ennemi. L'auteur d'un mémoire anonyme des années 1740 considère la cité comme « imprenable par mer¹⁶ ». Cet avis est d'ailleurs partagé par des amiraux britanniques : « le commodore [Howe], après avoir examiné les forts de plus près, trouva l'entreprise trop hasardeuse pour sa flotte, et par conséquent refusa avec sagesse d'attaquer ; à partir de ce moment, on abandonna tout dessein contre Saint-Malo » précise le récit d'un officier présent en Bretagne au moment des descentes de 1758¹⁷. Côté terre, une enceinte d'origine médiévale, fortement remaniée par l'ingénieur Siméon Garangeau, protège la cité. S'il est probable qu'elle n'aurait que difficile-

13. Il s'agit des forts de Montbarey, Kerauroux, Queliverzan, Guestel-Bras et Penfeld ; voir sur ce point BESSELIÈVRE, Jean-Yves, « Les ouvrages extérieurs de Brest (1776-1784) : les prémices de la fortification détachée », *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la Défense*, 1999, n° 10, p. 153-163, BESSELIÈVRE, Jean-Yves, « La redoute de Guestel-Bras. Histoire d'une fortification », *Bulletins de la Société archéologique du Finistère*, 1999, p. 189-206 et GURY, Jacques, « La guerre d'Indépendance américaine et les défenses de Brest », *Les cahiers de l'Iroise*, 1978, n° 4, p. 174-179.

14. NIÈRES, Claude (dir.), *Histoire de Lorient*, Toulouse, Privat, 1988, p. 54.

15. SHD/DAT, 1 M 1011, mémoire 5, 1772, f° 12.

16. Cité par PETER, Jean, *Vauban et Saint-Malo. Polémiques autour d'une stratégie de défense (1686-1770)*, Paris, Economica, 1999, p. 260.

17. *An impartial narrative of the Last Expedition to the Coast of France*, Londres, J. Wilkie, 1758, p. 4.

ment résisté à un siège en règle, le cas ne se présente jamais. En effet, la mer supplée les éventuelles lacunes défensives : la situation de la cité, entourée par les flots à chaque marée, complique voire empêche les opérations d'approche et de tranchée, seul l'étroit lido du Sillon reliant la ville à la terre ferme. En revanche, la paroisse de Saint-Servan, qui abrite l'essentiel des installations portuaires, reste très vulnérable, les projets de Vauban et de ses successeurs pour l'englober dans une vaste enceinte n'ayant débouché sur aucune réalisation concrète. L'armée de Marlborough peut ainsi s'en emparer en juin 1758 et y brûler navires et entrepôts. Pour tenter de remédier à cette faiblesse, les fortifications malouines sont complétées à la fin des années 1770 par la construction de deux forts éloignés, offrant une profondeur nouvelle à la défense de la ville. Au sud de Saint-Malo, celui de Châteauneuf est destiné à contrôler le Clos-Poulet ; en mer, celui des Rimains doit interdire toute descente en baie de Cancale.

Toutes ces fortifications ont un point commun : de Brest à Lorient, de Saint-Malo aux îlots devant être protégés pour ne pas servir de point d'appui à la *Navy*, les grandes phases de constructions sont directement liées aux conflits d'un long XVIII^e siècle allant de la guerre de la Ligue d'Augsbourg à celle d'Indépendance américaine¹⁸. À l'exception sans doute de la phase initiale, due à l'impulsion de Vauban, l'on n'anticipe guère face à une menace pourtant clairement identifiée : tout juste se contente-t-on de réagir, une fois la guerre déclenchée. Il est vrai que ces efforts défensifs ont un coût, pour l'État comme pour les villes. La chose est plus particulièrement nette à Saint-Malo, la communauté payant au prix fort le privilège – jalousement gardé – de se défendre elle-même. Certes, en application de l'arrêt du Conseil du 18 décembre 1731, elle n'acquiesce pas l'impôt du casernement mais, en contrepartie, elle contribue sur ses propres deniers aux autres dépenses militaires, notamment l'entretien des fortifications, à l'exception notable des ouvrages avancés, à la charge du Trésor royal¹⁹. Alors qu'après les années 1720, le port ne parvient pas à retrouver la prospérité des années louis-quatorziennes, il devient de plus en plus difficile de faire face aux dépenses militaires. La communauté recourt alors massivement à l'emprunt. En 1744, ses dettes s'élèvent à plus de 253 000 livres, soit plus de deux années de recettes²⁰. La faculté, accordée à la municipalité dans les années 1740, de choisir les entrepreneurs sans contrôle des ingénieurs militaires entraîne des frais supplémentaires. Un officier remarque par exemple à propos des édiles malouins que « la toise courante, ainsi que leur maçonnerie, leur reviennent à 90 L. la toise cube, tandis que le Roy, par marché, la fait faire à 36 L. ce qui leur a été dit plusieurs fois ; ils en conviennent tous mais ils ne se corrigent point²¹ ».

18. LÉCULLIER, Guillaume, « Quand l'ennemi venait de la mer. Fortifications littorales en Bretagne de 1683 à 1783 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 2007-4, p. 149-165.

19. LESPAGNOL, André (dir.), *Histoire de Saint-Malo*, Toulouse, Privat, 1984, p. 169.

20. Arch. nat., H¹ 307, mémoire, 19 mai 1744.

21. SHD/DAT, 1M 991, « Mémoire particulier sur la ville de Saint-Malo et ses environs », anonyme, 1763, f^o 471-472.

De ce point de vue, Saint-Malo constitue une exception en Bretagne, mais une exception présentant cependant de nombreuses analogies avec les villes frontalières du Nord et de l'Est du royaume, confrontées elles aussi à ce type de dépenses, ou encore à l'achat et à l'entretien de l'indispensable artillerie défendant leurs murs²².

Des canons et des troupes

Si, dans chacun des trois ports bretons, la multiplication des forts avancés vise à interdire toute approche ennemie plus qu'à résister à un siège conduit selon les règles de la poliorcétique, peu probable sinon impossible, ces fortifications ne sont guère utiles sans artillerie. Or, les canons des villes ne sont pas toujours opérationnels. Les périodes de paix s'accompagnent de relâchements indéniables dans l'entretien et la surveillance du matériel. Un inspecteur du littoral constate en 1755 que

« la quantité prodigieuse de canons nécessaire à la défense de cette côte, [...] que l'on ne peut renouveler fréquemment, dépérit cependant faute d'une légère dépense qui consisteroit à bien goudronner les pièces tous les trois ans pour empêcher la rouille d'y causer des exfoliations ; il en est de même des boulets qui s'usent et ne sont plus de calibre²³ ».

À la fin de la guerre de Sept Ans, de nombreuses pièces d'artillerie de Saint-Malo datent d'ailleurs du règne de Louis XIV, une quinzaine étant même hors de service²⁴. Malgré les mises en garde des ingénieurs militaires, les canons et affûts restent très souvent exposés aux intempéries. En 1758, le directeur des fortifications fait remarquer ainsi dans un rapport à Berryer, secrétaire d'État de la Marine, et Crémille, adjoint du secrétaire d'État de la Guerre, le maréchal de Belle-Isle, qu'il « seroit de bonne économie que la ville de Saint-Malo fit construire une baraque en planches sur la Hollande, une sur le bastion Saint-Philippe, une sur celui de Saint-Louis, une sur le rempart entre la grande porte et la porte Saint-Vincent et une sur le quay au bas des deux dites portes pour pouvoir y mettre à couvert les affûts²⁵ ». La situation est moins désastreuse à Brest ou Lorient. Dans le premier de ces ports, la forte présence de la marine pallie tout risque de pénurie d'artillerie, la ville disposant par ailleurs d'une bonne centaine de

22. À titre de comparaison, voir le cas des villes de Lille, Douai et Valenciennes étudiées par GUIGNET, Philippe, *Le pouvoir dans la ville au XVIII^e siècle. Pratiques politiques, notabilité et éthique sociale de part et d'autres de la frontière franco-belge*, Paris, EHESS, 1990, p. 229-242, de Belfort au cœur des travaux de BARADEL, Yvette, « Belfort au XVII^e siècle. Les problèmes financiers d'une ville de garnison », *Actes du 103^e Congrès national des sociétés savantes (1978)*, Paris, CTHS, 1979, p. 521-533, ou encore des villes du Dauphiné analysées par FAVIER, René, *Les villes du Dauphiné aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Grenoble, PUG, 1993, p. 157-169.

23. SHD/DAT, 1 M 1086, Mémoire sur la Bretagne, f° 16.

24. SHD/DAT, 1 M 991, Mémoire particulier sur la ville de Saint-Malo et ses environs, f° 477.

25. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1008, 12 décembre 1758.

canons depuis la fin du ^{xvii}^e siècle²⁶. L'on recourt aussi à l'artillerie embarquée en 1746 à Lorient où les défenseurs peuvent mettre en batterie une trentaine de canons en se servant sur les navires présents dans le port²⁷. Les batteries ainsi constituées suffisent d'ailleurs à museler l'artillerie ennemie, limitée à quatre pièces de douze livres et d'un mortier, sans pour autant rassurer les défenseurs qui envisagent de se rendre.

Mais l'efficacité défensive dépend aussi, très largement, des troupes disponibles. L'armée réglée – du moins l'infanterie – séjourne exclusivement dans les villes avec comme mission, en temps de guerre, de les protéger et de contrer une éventuelle descente ennemie. Davantage dispersés dans l'arrière-pays, la cavalerie et les dragons sont néanmoins à même d'intervenir rapidement²⁸. Deux villes font exception. Celle de Saint-Malo, en vertu de ses privilèges, n'est ainsi pas contrainte de loger des soldats. Ces derniers résident toutefois fréquemment à proximité, à Saint-Servan notamment. Lorient constitue le second cas particulier. Les troupes réglées n'y séjournent pas, stationnant à Port-Louis, d'où elles peuvent venir en quelques heures. En revanche, la Compagnie des Indes, dont l'enceinte délimite une véritable ville dans la ville, dispose de ses propres troupes. En octobre 1746, elle mobilise ainsi la compagnie de Bessan, forte de 400 hommes. La plupart d'entre eux sont cependant de jeunes recrues qui n'ont aucune expérience du feu. En outre, environ 450 ouvriers du port constituent un bataillon fort de sept compagnies. Les magasins de la Compagnie permettent de les armer, puisqu'ils fournissent également des fusils à divers détachements de milices bourgeoises²⁹.

Les autorités militaires comptent en effet sur l'appui de ces forces urbaines. Certes, on leur demande surtout un service de guet et de s'assurer du maintien de l'ordre. Ainsi, la municipalité de Brest enjoint en 1758 aux habitants de s'assembler à la moindre alarme : les bourgeois « empêcheront les attroupements, assemblées confuses et feront rentrer les femmes et les enfants dans leurs maisons³⁰ ». Mais l'on demande aussi à cette milice d'appuyer la garnison du château en bordant « le rempart de la ville près du glaciis ». Vingt ans plus tard, le marquis d'Antin apporte davantage de précisions et envisage des patrouilles mixtes avec les troupes réglées : « Quatre cents bourgeois seront postés sur la place Saint-Louis, la compagnie de grenadiers de ces bourgeois sera meslée avec les patrouilles que le premier bataillon de Condé placé sur le champ de bataille sera chargé de faire³¹. » La

26. Cité par BINET, Henri, « La défense des côtes de Bretagne au ^{xviii}^e siècle. Études et documents. Vauban à Brest », *Revue de Bretagne*, mars-avril 1911, p. 144-145.

27. Thomas Jefferys, cité par BINET, Henri, « La défense des côtes de Bretagne au ^{xviii}^e siècle. Études et documents. La ville et le port d'Orient », *Revue de Bretagne*, mars 1910, p. 127.

28. PERRÉON, Stéphane, *L'armée en Bretagne au ^{xviii}^e siècle...*, op. cit., p. 218-221.

29. « Relation du siège de Lorient par les Anglais en 1746, par l'abbé Pontvallon-Hervouet », *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan*, 1860, t. 4, p. 5.

30. Arch. mun. de Brest, EE 1, ordre du 13 mai 1758.

31. Arch. mun. de Brest, EE 1, ordre du 14 mars 1778.

constitution d'une compagnie de grenadiers au sein de la milice brestoise témoigne d'ailleurs de la volonté des autorités de militariser un peu plus les bourgeois en armes, les grenadiers étant considérés comme l'élite de l'infanterie.

Si les bourgeois prêtent ainsi main-forte aux soldats professionnels, il n'est cependant pas certain que les milices des villes les plus exposées aient été plus efficaces que leurs homologues d'autres cités. En 1755, un officier en tournée d'inspection sur les côtes juge celle de Saint-Malo « pitoïable³² ». Elle lui inspire si peu confiance qu'il suggère de faire monter la garde par un bataillon de milice provinciale en temps de guerre. Du moins, la milice urbaine fait-elle nombre. Il faut ensuite utiliser au mieux les compétences. Vauban préconise ainsi de « choisir un nombre des plus adroits de la garde pour servir au canon et aux bombes³³ ».

Pour certaines villes, la tradition veut que les habitants du plat pays viennent à la rescousse en cas de menace avérée. Les Malouins peuvent ainsi faire appel aux habitants de quatre paroisses voisines exemptées de la garde-côtes. Renfort appréciable que ces « quatre ou cinq cens hommes de toutes ces paroisses qui peuvent entrer en une heure de temps dans la ville », ainsi que le note le duc de Chaulnes dès 1689³⁴. Les grandes villes ne sont pas les seules d'ailleurs. En 1694, au moment de la descente anglo-hollandaise de Camaret, les édiles de Landerneau demandent à Vauban « d'ordonner aux paroissiens de Ploudiry, Plounéventer et Plouédér avec leurs trêves de se rendre bien armés et munis à cette ville au son du toc-sin et aux avis qu'ils seront envoyés³⁵ ». Les communautés urbaines cherchent ainsi à soulager leurs administrés tout en affirmant leur autorité sur la campagne environnante. Les ruraux obéissent probablement de mauvaise grâce mais doivent se plier aux injonctions du commandement militaire. Il semble, toutefois, que ce type de mobilisation tombe en désuétude après le règne de Louis XIV, les militaires se convainquant aisément de l'inutilité de renforts quasiment dépourvus d'armes.

Ainsi, la bourgeoisie des villes côtières bretonnes conserve, au XVIII^e siècle, une vocation militaire, au contraire de celle de bien des villes de la frontière terrestre. Dans les villes du Nord, largement pourvues en troupes réglées, les autorités procèdent en effet, souvent dès la fin du XVII^e siècle, au désarmement des habitants³⁶. En Bretagne, au contraire, la tendance est plutôt à la diversification des missions des milices.

32. SHD/DAT, 1 M 1086, Mémoire sur la Bretagne, f° 69.

33. MONNIER, M. E., « Instructions de Vauban pour assurer la défense de Saint-Malo et ses environs après l'attaque de 1695 », *Annales de la Société historique et archéologique de Saint-Malo*, 1968, p. 81.

34. SHD/DAT, A¹ 904, f° 15, lettre du duc de Chaulnes, 3 avril 1689.

35. Arch. mun. de Landerneau, BB 2, f° 11, 12 juin 1694.

36. Dans les Pays-Bas espagnols puis autrichiens, en revanche, les traditions d'auto-défense perdurèrent généralement, alors que, dans le Nord de la France, des bataillons furent aussi créés à Dunkerque en 1743 pour la défense littorale ; DENYS, Catherine, *Police et sécurité...*, op. cit., p. 105-125.

Un Breton averti en vaut deux...

Une défense efficace ne peut se passer de renseignements précis. En cas de conflit et, plus encore, d'opération ennemie en Bretagne, il importe de connaître la situation de l'ennemi, ses positions, ses mouvements, le tout dans des délais raisonnables.

En pareilles circonstances, le courrier postal habituel n'apporte pas toutes les garanties. Aussi, dès 1757, la communauté de Saint-Pol-de-Léon, arguant du « tems de guerre », requiert-elle auprès de l'intendant l'établissement d'une « poste extraordinaire à cheval pour prendre au bureau des postes de Morlaix les lettres pour Saint-Paul et Roscoff et y envoyer le même jour toutes celles que les habitants de ces deux endroits jugeront à propos d'écrire³⁷ ». En 1746, la municipalité de Vannes, désireuse d'être informée des moindres évolutions du siège de Lorient, établit quant à elle deux courriers sur le chemin d'Auray³⁸. Nantes s'inspire de cet exemple et institue un courrier bi-hebdomadaire avec Vannes pour « s'informer des démarches de l'ennemi³⁹ ». À chaque fois, l'initiative vient des autorités urbaines, l'intendant et le commandant en chef laissant faire, certainement conscients de l'impact psychologique positif de telles mesures sur les populations. Ces courriers plus fréquents peuvent d'ailleurs éventuellement empêcher la propagation de certaines rumeurs, notamment celles concernant des supposés coups de main de l'ennemi, aussi soudains qu'imprévisibles.

Les villes littorales s'en inquiètent tout particulièrement. Il convient donc de surveiller les abords de la cité pour que l'alerte soit donnée avant que l'ennemi ne se retrouve sous, voire dans les murs. Pour ce faire, à l'automne 1746, certaines villes dépêchent une garde bourgeoise à proximité de l'océan afin, le cas échéant, de donner l'alarme. La communauté de Quimper détache par exemple une garde de 50 hommes à Bénodet, à l'embouchure de l'Odet, à une vingtaine de kilomètres en aval de la ville. Après quelques hésitations, motivées à la fois par l'absence de réponse de M. de Coëtmen, commandant en Basse-Bretagne, et l'avis « qu'il paroît des vaisseaux anglois sur les côtes », la municipalité reconduit ce détachement : « les mêmes motifs qui ont nécessité d'envoyer ledit détachement subsistant, ledit détachement sera relevé demain et remplacé par pareil nombre de fusiliers commandés par deux officiers et continué jusqu'à nouvel ordre⁴⁰ ». La mission d'alerte l'emporte indéniablement ici sur toute autre considération : qu'auraient pu faire ces 50 miliciens contre une descente massive de l'ennemi ?

De semblables mesures sont prises à Vannes en 1703. Deux chaloupes naviguent alors alternativement dans le bas de la rivière « pour donner

37. Arch. mun. de Saint-Pol-de-Léon, BB 13, f° 13, 23 mai 1757.

38. Arch. mun. de Vannes, BB 17, f° 18-19, 5 juin 1703.

39. Arch. mun. de Nantes, BB 89, 26 octobre 1746.

40. Arch. mun. de quimper, BB18, f° 101, 30 octobre 1746.

advis des mouvements des ennemis⁴¹ ». En outre, une garde de vingt hommes, renouvelée quotidiennement, est envoyée à la Chevinnière, lieu stratégique situé hors de la ville, avec pour mission d'avertir d'un coup de canon les Vannetais en cas d'approche des Anglais. L'établissement d'un corps de garde exceptionnel à la porte Saint-Vincent, celle tournée vers le Golfe, complète le dispositif. Il est d'ailleurs frappant de constater que des dispositions identiques sont prises par la municipalité de Vannes en 1746, alors qu'aucune véritable alerte n'est intervenue dans cet intervalle⁴². Les édiles ont peut-être sollicité à cette occasion la mémoire de quelques vieillards ; ils ont, plus sûrement, dû feuilleter le registre des délibérations municipales de 1703, reconduisant les mesures adoptées 43 ans plus tôt dans une circonstance identique.

Les attaques contre les villes bretonnes ne relèvent pas en effet du seul fantasme : à plusieurs reprises, au cours du XVIII^e siècle, certaines sont bombardées, d'autres assiégées.

Villes bombardées, villes assiégées : lorsque la menace se précise

Les mesures précédemment citées, qui témoignent d'une inquiétude réelle, se révèlent finalement assez vaines dans la plupart des villes, en l'absence d'attaque britannique les visant directement. Seules Lorient et Saint-Malo sont en effet bombardées et/ou assiégées. Reste que de plus petites villes ont, elles aussi, vu l'ennemi de près, ce qui a suscité des réactions assez diverses.

Résister à l'ennemi : des paroles...

L'approche de troupes britanniques ne suscite guère, en général, de véritable sursaut patriotique mais plutôt un réflexe de fuite éperdue. Les assurances d'une résistance sans faille données par les bourgeoisies urbaines dans les missives adressées aux autorités avant que la menace se précise participent d'abord d'une rhétorique convenue.

Écoutons, par exemple, les Brestois en 1693 : « Les suppliants qui ne respirent que la gloire de votre majesté qui sont continuellement sous les armes pour s'opposer aux attaques et invasions des ennemis s'ils avoient l'audace de vouloir descendre à Brest » se disent « pretz et résolus de donner jusques à la dernière goutte de leur sang pour les pousser avecq plus de fermetté et de courage⁴³ ». Ces parangons de bravoure retrouvent d'ailleurs bien vite leur dimension de simples solliciteurs puisqu'ils réclament à Louis XIV une exemption de taxes.

L'attitude générale oscille cependant entre actions courageuses sinon héroïques de quelques-uns et fuite pure et simple de la plupart. Ainsi, si,

41. Arch. mun. de Vannes, BB 9, f° 18-19, 5 juin 1703.

42. Arch. mun. de Vannes, BB 17, f° 1, 2 octobre 1746.

43. Arch. mun. de Brest, BB 3, f° 85, 19 septembre 1693.

dans un premier temps, des habitants d'Auray accourent au secours de Lorient assiégée, nombreux sont ceux de leurs compatriotes qui désertent ensuite leur ville, les Britanniques séjournant dans la presqu'île de Quiberon, bien plus proche. Anneix des Milleries, volontaire de la milice bourgeoise de Rennes, remarque avoir « trouvé sur la route jusqu'à 17 chariots chargés de femmes, d'enfants et de meubles qui vont chercher leur sûreté loin de la côte. Tout est icy dans la consternation. Les maisons et les boutiques se vident. L'habitant ne parle que de déloger⁴⁴ ».

En décembre 1746, ces habitants se justifient auprès des États de Bretagne : à les en croire, « la ville a été le théâtre de la guerre pendant que les Anglois ont habité Quiberon et croisé sur les costes de son territoire, ce qui a obligé les pères de famille et autres d'éloigner leurs femmes et leurs enfants, même de faire transporter leurs meilleurs effets pour les mettre à l'abri de l'insulte et du pillage des Anglois⁴⁵ ».

Douze ans plus tard, un vent de panique assez identique souffle sur Dol lorsque s'approche un fort détachement britannique. Un notable témoigne de ce sauve-qui-peut : « Dans un moment la ville [fut] vidée presque des meubles les plus portatifs et de la plupart des habitants. Le reste ne pensa qu'à en faire autant, et à peine se trouva-t-il trois ou quatre habitants qui, rassurés par nos députés, se joignirent au maire et à moi pour se jeter à la clémence de nos ennemis⁴⁶. » Ces modestes cités, privées de troupes réglées et dépourvues de fortifications efficaces, n'ont aucune velléité de résistance. Leur souci est d'éviter les pillages et exactions toujours à craindre d'une armée en campagne, malgré un adoucissement incontestable des mœurs militaires. À Saint-Malo même, en cette année 1758, de riches armateurs évacuent une partie de leurs biens personnels et de leurs richesses : plusieurs millions de livres seraient ainsi sortis promptement de la cité corsaire⁴⁷.

La protection des biens n'empêche cependant pas la mobilisation plus offensive de certains face à la menace ennemie afin de défendre leur cité.

...aux actes

En septembre 1746 comme durant l'été 1758, l'on voit ainsi de nombreuses personnes se précipiter dans les villes assiégées afin de participer à leur défense. À Lorient, les régiments de cavalerie et de dragons d'Heudi-court et de L'Hôpital sont rejoints par plusieurs milliers de garde-côtes.

44. JOUON DES LONGRAIS, Frédéric, « Journal d'un volontaire de la milice de Rennes en 1746 (Mémoires inédits d'Anneix des Milleries) », *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*, t. 44, 1915, p. 434 (17 octobre).

45. Archives mun. d'Auray, BB 14, f° 34, 9 décembre 1746.

46. Lettre de M. Véron, subdélégué, 10 juin 1758, citée par LA BORDERIE, Arthur de, « Descente des Anglais à Cancale et Saint-Servan », *Revue de Bretagne et de Vendée*, nov. 1887, p. 377.

47. *Descente des Anglois à Cancale en 1758*, cité par BINET, Henri, *Deux relations inédites des descentes anglaises de Cancale et de Saint-Cast (1758)*, Paris, Imprimerie nationale, 1939, p. 7.

Certains rentrent même dans la cité le 6 octobre, alors qu'un duel d'artillerie oppose depuis la veille les assiégés aux Britanniques⁴⁸. La tactique de l'état-major français consiste en effet à concentrer promptement un maximum de troupes dans la ville visée par la descente, rejetant toute idée de « petite guerre littorale », pourtant efficace dans son action de retardement⁴⁹. Lorient compte ainsi rapidement plus de 10 000 défenseurs, il est vrai très inégalement armés et préparés. Le nombre peut, certes, faire illusion mais il ne doit pas dissimuler la grande improvisation qui règne alors. La nuit suivant la descente, Lorient est « remplie de terreur, de confusion et démunie de troupes » selon un témoignage britannique⁵⁰. L'arrivée d'autorités militaires, au premier rang desquelles le comte de Volvire, adjoint du commandant en chef de la province, rassure cependant les défenseurs qui commencent à s'organiser. Des batteries sont promptement aménagées et pourvues de canons, dont certains pris sur les vaisseaux du port. En revanche, l'afflux inopiné de troupes hétéroclites, alors que la surprise suscitée par la descente n'a pas permis d'emmagasiner des vivres, inquiète un temps. Cette négligence n'a finalement aucune conséquence, le siège proprement dit n'excédant pas trois jours ; mais elle attire néanmoins l'attention des responsables militaires et provinciaux.

En 1758, les autorités militaires et civiles de Saint-Malo prennent les devants. Alors que la rumeur d'une opération britannique sur les côtes de France circule depuis plusieurs semaines, le lieutenant de roi demande au maire de pourvoir en vivres les forts extérieurs. Réticente, la communauté réplique cependant que ces dépenses incombent à la Marine et que les caisses municipales sont vides. L'intendant décide donc d'en appeler alors à la générosité et au patriotisme des Malouins :

« Je commencerois donc, à votre place, par assembler la communauté, j'y exposerois la nécessité des dépenses à faire pour la propre sûreté et la défense de la ville, l'impossibilité de pouvoir compter dans ce moment sur les fonds de la Marine ni sur la caisse de la communauté que les précédentes dépenses ont épuisée, et je conclurois que chacun des membres de la communauté se taxât pour prester à la caisse de la ville les fonds dont elle a besoin⁵¹ », écrit-il au maire.

Cet expédient permet de ravitailler les forts extérieurs mais, lorsque l'ennemi est en vue, la ville elle-même manque de vivres.

48. « Journal de la descente des Anglais », cité par BINET, Henri, « La défense des côtes de Bretagne au XVIII^e siècle... », art. cit., mars 1910, p. 121.

49. Sur ce point, BOIS, Jean-Pierre, « Principes tactiques de la défense littorale au XVIII^e siècle », *Défense des côtes et cartographie historique*, Paris, CTHS, 2002, p. 53-66 et LAGADEC, Yann et PERRÉON, Stéphane (en collab. avec David Hopkin), *La bataille de Saint-Cast...*, op. cit., p. 166-188.

50. Thomas Jefferys cité par BINET, Henri, « La défense des côtes de Bretagne au XVIII^e siècle... », art. cit., mars 1910, p. 125. Il convient toutefois de considérer ce témoignage avec prudence puisque, bien entendu, ce témoin n'était pas dans Lorient.

51. Lettre du 2 juin 1758, citée par LA BORDERIE, Arthur de, « Descente des Anglais à Cancale et Saint-Servan », *Revue de Bretagne et de Vendée*, sept. 1887, p. 209.

Le maire réclame alors des farines, profitant du fait que le passage avec l'arrière-pays reste praticable pour quelques heures encore. Il peut, il est vrai, s'appuyer sur les consignes précises données par l'intendant : « on prend les arrangements que vous aviez désignés l'an passé » lui écrit-il au lendemain du débarquement des troupes britanniques à Cancale⁵². Quant à la viande, elle entre vivante, avec les réserves de fourrage, le marquis de La Châtre, commandant de la ville, faisant procéder aux réquisitions nécessaires dans la campagne environnante dès le 6 juin⁵³. Accumuler les vivres dans la ville assiégée est d'ailleurs aussi un moyen de limiter d'autant les possibilités pour l'armée ennemie de vivre sur le pays⁵⁴. À vrai dire, le manque de vivres ne risque guère de provoquer la reddition d'une ville côtière : jamais les Britanniques n'auraient eu le loisir de conduire un siège en règle pendant plusieurs semaines en plein territoire ennemi. Les renforts français ne leur en auraient pas laissé le temps⁵⁵. Cela n'empêche pas le duc d'Aiguillon, qui juge les subsistances insuffisantes, de vouloir rassembler un approvisionnement pour quinze jours, illustrant ainsi la collaboration des plus hautes autorités provinciales et des instances municipales⁵⁶.

Pouvoir municipal et autorités militaires face à la menace

Les bombardements depuis la mer sont assurément plus à craindre qu'un siège à terre. Certes, comme le rappelle péremptoirement Vauban, « les bombarderies ne prennent pas les places⁵⁷ ». Elles peuvent cependant répandre la désolation. Or, plus que de s'emparer des villes littorales, le dessein des Britanniques est de les détruire ou, du moins, de les endommager suffisamment pour en réduire l'activité commerciale ou militaire. Durant l'été 1694, Dieppe et Le Havre, riches en maisons à pans de bois, subissent ainsi d'importants dégâts de la part de la flotte ennemie. Rien de tel en Bretagne malgré plusieurs tentatives.

52. Lettre du 5 juin 1758, citée par LA BORDERIE, Arthur de, « Descente des Anglais... », art. cit., p. 212.

53. Lettre de M. des Prairies, secrétaire de la mairie de Saint-Malo, 6 juin 1758, citée par LA BORDERIE, Arthur de, « Descente des Anglais... », art. cit., p. 214-215.

54. Les Britanniques se plaignent d'ailleurs de la médiocrité du ravitaillement. Sur ce point, outre les témoignages de TODD, William, caporal, *The Journal of Corporal Todd, 1745-1762*, Stroud, Sutton, 2001, p. 50-52 ou *Account of the late Enterprise on the Coast of France, 1758. By an officer*, London, 1758, p. 30, nous renvoyons à HOPKIN, David, LAGADEC, Yann et PERRÉON, Stéphane, « "A pleasant country" : visions britanniques des descentes de 1758, de Cancale à Saint-Cast », *Bulletins et mémoires de la Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine*, 2008, p. 31-70.

55. Le cas de Belle-Île, au printemps 1761, constitue bien évidemment une exception. L'insularité de la forteresse du Palais et la faiblesse chronique de la marine française accentuée par la défaite des Cardinaux en novembre 1759 expliquent l'incapacité des troupes du duc d'Aiguillon à venir secourir leurs camarades assiégés.

56. Lettre à l'intendant, 8 juin 1758, citée par LA BORDERIE, Arthur de, « Descente des Anglais à Cancale et Saint-Servan », *Revue de Bretagne et de Vendée*, nov. 1887, p. 369.

57. BLANCHARD, Anne, *Vauban*, Paris, Fayard, 1996, p. 336.

Nul doute que Vauban, lors du commandement qu'il exerce dans la province en 1694-95, ait prodigué ses conseils aux villes menacées. Par la suite, les responsables de la défense peuvent s'y référer. Le *Traité sur la défense des places* ne s'applique certes qu'imparfaitement aux villes bretonnes : nous l'avons vu, le risque d'un siège de longue durée est fort limité. En revanche, le « Projet d'ordre et des précautions qu'on peut prendre contre les bombes au Havre de Grâce ; qui peut estre appliqué à toutes les places sujettes à la bombarderie » dit bien ce qu'est la principale menace pour nombre de villes littorales : l'incendie⁵⁸.

Les exemples de Saint-Malo et Lorient l'illustrent tout particulièrement. En 1693, une « machine infernale » s'attaque à la première des deux villes. Le 29 novembre, les Anglais envoient un brûlot chargé d'explosifs qui n'atteint finalement pas sa destination et explose prématurément, ne tuant que des assaillants et ne causant que d'infimes dégâts. Deux ans plus tard, un bombardement classique s'abat sur la ville pendant deux jours. 1 600 bombes détruisent plusieurs maisons, en endommagent une centaine, ainsi que la cathédrale, et provoquent le décès d'une vingtaine de personnes. Du moins, aucun incendie sérieux n'éclate-t-il, contrairement à ce qu'espéraient les Anglais. En tirant bombes et pots à feu, en envisageant de chauffer à blanc les boulets de canon, les Britanniques ont de semblables objectifs à Lorient en 1746⁵⁹. Les résultats ne sont cependant guère plus probants.

Il est vrai que les villes bretonnes ont tenté de se prémunir contre cette menace. Dès 1694, Vauban préconisait quelques mesures de bon sens, comme de mettre en sécurité les matières combustibles. Il proposait aussi un recensement de la population des « arts et métiers les plus propres à l'extinction des feux à organiser en brigade⁶⁰ ».

À Brest, la mission de lutte contre les incendies incombe ainsi en priorité à un détachement constitué de charpentiers et de calfats « pour en cas de bombes sauver ce que l'on pourra des maisons et des vaisseaux⁶¹ ». Mais au-delà des corps de métiers organisés en brigade, la lutte contre cette menace est avant tout du ressort de la milice bourgeoise, et de la milice bien plus que des troupes réglées, cantonnées quant à elles aux opérations strictement militaires. Le règlement établi à Brest en 1778 stipule qu'« en cas d'incendie pendant l'attaque, ces bourgeois se porteront sur le champ au feu⁶² ». La prévention est toutefois l'affaire de chacun, d'où l'obligation faite aux habitants de placer des baquets remplis d'eau à leur porte afin d'agir avec promptitude. Matelas et couvertures doivent protéger

58. VIROL, Michèle, *Vauban*, Seyssel, Champ-Vallon, 2003, p. 110.

59. « Journal de la descente des Anglais... », art. cit., p. 121.

60. VIROL, Michèle, *Vauban...*, op. cit., p. 110.

61. PLASSE, Fernand-Marceau, *Vauban et la Bretagne*, Saint-Léger-Vauban, Les amis de la maison Vauban, 2005, p. 100.

62. Arch. mun. de Brest, EE 1, « Ordre pour la milice bourgeoise pour la défense de la rade, du port et de la ville de Brest en cas d'attaque », par M. d'Antin, 14 mars 1778.

les fenêtres alors que la crainte des éclats pousse quelquefois les autorités à ordonner de dépaver les rues⁶³.

Les autorités ; mais quelles autorités ? En situation de siège, la prééminence revient presque naturellement aux militaires. Est-ce à dire que la municipalité s'efface totalement ? En fait, elle conserve un rôle souvent central pour le ravitaillement mais aussi pour rassurer la population. En outre, elle cherche à défendre au mieux les intérêts de la cité – qui ne sont pas forcément exactement ceux du roi... –, comme le montrent les divers pourparlers avec l'envahisseur. Ainsi, en octobre 1746, lorsqu'un officier britannique somme les Lorientais de se rendre, une députation est constituée pour négocier avec le général Sinclair. Elle comprend le maire de la ville, un officier de dragons et un directeur de la Compagnie des Indes⁶⁴. De même, à Saint-Malo, c'est le maire qui rejette la reddition demandée par Marlborough en juin 1758. Quoi que les officiers généraux décident quant à la destinée militaire de la cité assiégée, les membres du bureau de ville, représentant les habitants, entendent demeurer des interlocuteurs privilégiés. La capitulation d'une ville repose encore sur des gestes symboliques dont la remise des clefs n'est pas le moindre. Or, c'est bien le maire qui détient ces clefs. Dans les villes pourvues d'une citadelle, le repli des défenseurs dans celle-ci permet en général une capitulation civile, véritable reddition de la communauté urbaine, avant tout soucieuse de protéger ses administrés et leurs biens⁶⁵ ; en retour, les nouveaux maîtres de la ville attendent d'ailleurs souvent que la municipalité assure la continuité administrative et se mette à leur service, moyennant la confirmation des libertés et privilèges de la cité par des capitulations⁶⁶. En Bretagne, l'absence de citadelle digne de ce nom dans la plupart des villes, tout en rendant caduque toute solution de ce type, renforce l'importance accordée aux usages anciens.

Ceci explique très largement sans doute l'incompréhension et le dépit du maire de Lorient lorsque les militaires l'écartent délibérément des prises de décision à l'automne 1746. Un conseil de guerre décisif se tient en effet sans lui ni aucun représentant de la communauté le 7 octobre. Il n'apprend même la décision de reddition qu'en entendant battre la chamade. Le sieur Perrault compte bien cependant défendre l'honneur de sa communauté :

63. Ainsi à Cherbourg en août 1758 ; « Récit de la prise de Cherbourg en 1758 par M. Deschamp Vadeville, ingénieur géographe attaché à la direction des travaux de Cherbourg », cité par QUÉNAULT, Léopold, *Documents inédits sur la prise de Cherbourg*, Coutances, s.n., 1863, p. 74. Le dépavage est destiné à limiter l'impact des boulets de canon.

64. « Relation du siège de Lorient par les Anglais en 1746 », art. cit., p. 8.

65. Sur ce point, voir RORIVE, Jean-Pierre, *La guerre de siège sous Louis XIV en Europe et à Huy*, Bruxelles, Racine, 1998, p. 236-240.

66. Plusieurs exemples concernant la Flandre pendant la guerre de Succession d'Autriche sont mentionnés par PICAUD-MONNERAT, Sandrine, « Accommodements locaux, sauvegardes, contributions : le cas des campagnes de Flandre de la guerre de Succession d'Autriche (1744-1748) », dans CHANET, Jean-François et WINDLER, Christian (dir.), *Les ressources des faibles. Neutralités, sauvegardes, accommodements en temps de guerre (xv^e-xviii^e siècle)*, Rennes, PUR, 2009, p. 339-360.

« je fus chez nos généraux auxquels je parlai avec plus de vivacité que je n'ay fait de ma vie » rapporte-t-il quelques jours après les événements⁶⁷. Les hésitations et dissensions au sein de l'état-major expliquent peut-être la volonté d'écarter tout civil. À Lorient, en cet automne 1746, les officiers se montrent en effet plus soucieux d'obtenir les honneurs de la guerre pour leurs troupes que du sort de la ville et de sa population⁶⁸. On pourra voir aussi dans cette attitude le dédain d'aristocrates envers une bourgeoisie municipale issue du commerce : la capitulation, affaire d'honneur, doit se traiter entre gentilshommes et exclut de fait les roturiers.

Pourtant, un éminent bourgeois lorientais fit tellement ses preuves lors du siège qu'il obtint plus tard des lettres de noblesse. Procureur du roi et subdélégué de l'intendant, le sieur de Montigny « fut chargé de pourvoir au désordre qui régnait à l'intérieur de la ville et de fournir aux troupes appelées pour sa défense tout ce qui était nécessaire au logement et à sa subsistance ». Il reçoit à cet effet du comte de Volvire une charge de commissaire des guerres à titre exceptionnel, passant en revue milices et troupes réglées, s'activant pour les ravitailler, avançant même 12 000 livres de sa fortune personnelle⁶⁹.

Montigny est ainsi l'archétype d'une bourgeoisie fortement impliquée dans la défense de sa ville, comme seules les villes des provinces frontières en offrent encore au siècle des Lumières. Mais si la situation maritime de Lorient explique pour une part le fait, il convient de ne pas sous-estimer le caractère provincial plus que strictement littoral de cette mobilisation urbaine.

Une mobilisation provinciale et pas seulement littorale

Même si la menace ennemie ne pèse directement que sur le littoral et, pour l'essentiel, sur les seuls grands ports bretons, la défense des côtes intéresse *de facto* toutes les villes bretonnes. En effet, jusqu'à la guerre de Sept Ans, les troupes réglées sont peu nombreuses pour défendre un littoral de quelque 1 200 kilomètres. En 1693, seuls 4 100 soldats professionnels stationnent en Bretagne. En 1746 encore, la totalité de l'armée de terre dans la province consiste en un régiment d'infanterie, deux régiments de cavalerie et deux bataillons de milice royale. Quelques compagnies franches de la marine gardent en outre quelques sites jugés sensibles, servant certaines batteries côtières. Incontestablement, c'est trop peu. Cette pénurie récurrente de troupes réglées explique le recours à des combattants non professionnels : le ban et arrière-ban, survivance de l'époque féodale, les milices garde-côtes, longtemps très mal armées cependant, les milices urbaines enfin, les villes bretonnes dans leur ensemble contribuant ainsi à la défense de la province.

67. Lettre du maire de Lorient au maire de Morlaix, 13 octobre 1746, citée par BINET, Henri, « La défense des côtes de Bretagne au XVIII^e siècle... », art. cit., mars 1910, p. 119.

68. « Relation du siège de Lorient... », art. cit., p. 9.

69. MEYER, Jean, *La noblesse bretonne au XVIII^e siècle*, Paris, SEVPEN, 1966, p. 376.

La mobilisation des milices bourgeoises

En 1703, les autorités militaires dressent un état des détachements de milice bourgeoise mobilisables⁷⁰. 47 villes sont concernées. Si les plus considérables – les ports de Nantes, Brest, Saint-Malo mais aussi Rennes – doivent fournir 300 hommes, les plus modestes n'en mobilisent qu'une trentaine. Qu'importe à vrai dire : l'essentiel ici est que des localités relativement éloignées du littoral pourvoient à sa défense.

Ces détachements sont tout particulièrement nombreux pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg et celle de Succession d'Espagne, alors que l'essentiel des troupes de ligne sont engagées sur d'autres théâtres, alors aussi que la menace se fait particulièrement pressante. Ainsi, la milice de Nantes envoie 500 hommes à Belle-Île en 1688, 450 sur les côtes en 1696, des contingents plus réduits en 1702, 1705 et 1706. Ponctuellement, d'autres unités de la milice nantaise sont rassemblées, sans partir cependant, par exemple en 1693, 1697 et 1711⁷¹. En revanche, lorsque les Britanniques assiègent Lorient en 1746, la municipalité de Nantes répond sans tarder à l'appel du lieutenant de roi de la ville : 500 hommes sont réunis ici, rejoints par 1 000 hommes mobilisés à Vannes, 300 à Rennes, 200 à Saint-Brieuc, plusieurs dizaines à Lamballe⁷².

La contribution en hommes est ainsi loin d'être négligeable pour les villes bretonnes. La constitution de ces détachements n'en est que plus compliquée. La propension à vouloir se dispenser de ce service croît en effet avec l'éloignement du danger. Les bourgeois un tant soit peu aisés se procurent un suppléant moyennant l'acquittement d'un pécule, à moins qu'un compagnon ou un serviteur ne supplée son maître⁷³. En l'absence de volontaires, on désigne les plus pauvres, qui ne peuvent se soustraire au service. La mise sur pied du détachement nantais en 1746 rencontre ainsi de sérieux obstacles. Comme l'explique la municipalité au ministre, « les habitants, pour peu qu'ils aient de la fortune, possèdent presque tous des offices ou des emplois qui leur procurent des exemptions » ; dès lors, « les artisans, et presque toujours les plus malaisés, sont, en quelque façon, les seuls qui, se trouvant sans privilège, puissent être contraints de marcher sur les côtes⁷⁴ ». On comprend aisément la réticence des maîtres de métiers à quitter leur échoppe pour une durée indéterminée, pouvant cependant atteindre plusieurs mois. Qui, pendant ce temps, prendra soin de l'atelier, encadrera les éventuels compagnons et apprentis ? En outre, ceux qui ont

70. SHD/DAT, A¹ 1 704, f° 381.

71. SAUPIN, Guy, *Nantes au XVIII^e siècle. Vie politique et société urbaine, 1598-1720*, Rennes, PUR, 1996, p. 133.

72. SHD/DAT, A¹ 3188, plusieurs lettres des 15 et 17 octobre 1746.

73. Lors de son séjour à Dinan, en 1758, le compagnon vitrier Jacques-Louis Ménéttra sert ainsi dans la milice de la ville, remplaçant « par accommodement » un sergent souffrant pour 15 sous par jour ; ROCHE, Daniel (dir.), *Journal de ma vie. Jacques-Louis Ménéttra. Compagnon vitrier au XVIII^e siècle*, Paris, Montalba, 1982, p. 60.

74. Arch. mun. de Nantes, EE 103, f° 11, lettre de la communauté à Maurepas, 27 mai 1746.

une famille la laissent sans moyen de subsistance. Point étonnant, alors, que les responsables militaires se plaignent souvent de ces troupes constituées de « gens qui n'ont ni volonté ni talens pour le service⁷⁵ ».

Pourtant, faute de mieux, les autorités comptent sur ces troupes, même si elles ne sont destinées qu'à faire nombre, comme l'avoue à l'intendant de la province le commandant du bataillon rennais envoyé sur les côtes du diocèse de Vannes en 1746 : « Nous n'avons pas de quoy nous desfendre, n'ayant pas dans nos sept compagnies plus de cens soldats ; et nos soldats pour la plus part ne pouvant servir que de nombre⁷⁶. » Ces hommes se contentent par conséquent, le plus souvent, de combler numériquement les lacunes de la défense littorale. Du moins les responsables militaires entendent-ils tirer le maximum de ces forces en les militarisant puisque, à l'instar des troupes réglées, elles effectuent des gardes nocturnes, des patrouilles et reçoivent par écrit des ordres précis⁷⁷. En outre, M. de Kermellec, officier commandant alors à Carnac, donne l'ordre aux miliciens rennais de constituer deux compagnies de grenadiers formées des hommes « les plus sages » et des officiers « les plus capables de bien commander⁷⁸ ». Les grenadiers constituant des soldats d'élite, il y a indéniablement la volonté de valoriser les plus capables et les plus motivés de ces miliciens, à qui l'on confie par la suite de nombreuses missions, certes de simple reconnaissance ou surveillance, malgré la volonté d'héroïsme de quelques officiers.

Mobiliser... et équiper

« Ni volonté, ni talens » et, à vrai dire, de médiocres équipements. Les carences de l'armement constituent en effet une autre pierre d'achoppement à la mobilisation effective des forces urbaines, même si les communautés essaient d'y remédier.

En théorie, chaque habitant doit se pourvoir lui-même en armes et en munitions. Condition difficilement réalisable : à Saint-Brieuc, au début du XVIII^e siècle, 128 particuliers sur 260 ne possèdent aucune arme et 36 seulement disposent d'un fusil⁷⁹. Lorsque les communautés tentent d'y remédier en effectuant des achats groupés, l'intendant Béchameil de Nointel oppose une fin de non recevoir : « Ce seroit une dépense qui se renouvelleroit tous les ans par le peu de soing qu'en auroient ceux à qui on les donneroit et qui ne seroient pas en estat d'en acheter d'autres pour les remplacer⁸⁰. » Les autorités provinciales adoptent par la suite une position plus pragmatique :

75. SHD/DAT, A¹ 3188, lettre du comte de Menou, 27 octobre 1746.

76. Lettre de M. de La Jossierie, commandant d'un bataillon de la milice bourgeoise de Rennes à l'intendant Pontcarré de Viarmes, citée par JOUON DES LONGRAIS, Frédéric, « Journal d'un volontaire de la milice... », art. cit., p. 445.

77. *Ibidem*, p. 438.

78. *Ibid.*, p. 441-442.

79. RIET, Didier, *La ville et les armes : milices et troupes à Saint-Brieuc au XVIII^e siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Rennes 2, 1978, p. 67.

80. SHD/DAT, A¹ 1801, lettre du 17 février 1704.

les communautés peuvent désormais acheter des fusils ; elles ne le font en général que dans l'urgence cependant. En 1746, à Nantes, on en acquiert ainsi 468 pour équiper le détachement devant se rendre sur les côtes au moment du siège de Lorient⁸¹.

Le problème majeur est en fait celui de l'entretien des fusils, rarement opérationnels au bout de quelques années, même si des marchés sont parfois passés à cet effet avec des armuriers locaux. Certaines petites villes font pourtant des efforts pour préserver cet armement. En 1757, la communauté de Saint-Pol-de-Léon fait par exemple réaliser « une grande armoire en forme d'arsenal dans la sale de l'hôtel de ville » pour recevoir 60 fusils et autant de sabres nouvellement acquis⁸².

Pourtant, personne n'est vraiment dupe quant à la valeur militaire – faible – de ces milices. D'ailleurs, les deux descentes britanniques de 1758 n'entraînent l'envoi d'aucun détachement, les villes potentiellement menacées mobilisant certes leur milice mais les maintenant sur place. Le sieur Rue, aide-major de la milice de Landerneau, constate d'ailleurs en 1763 que

« personne n'ignore qu'une compagnie [de troupes réglées] bien commandée ne batte en toute occasion 4 à 500 hommes de milice bourgeoise ou garde-côtes : la raison en est toute simple, ces dernières troupes sont abandonnées à elles-mêmes, sont rarement rassemblées, surtout les milices bourgeoises dont les 19 vingtièmes ne connaissent pas la droite de la gauche ; celles cy sont à peine assemblées tous les dix ans⁸³ ».

Ce constat sévère ne débouche pourtant pas sur une condamnation sans appel de ces troupes : « il est des cas, il est des circonstances qui peuvent exiger le maintien de cette milice » précise en effet l'officier, préconisant de ne conserver des milices bourgeoises qu'à proximité des côtes, à condition de les soumettre à de véritables exercices et à une stricte discipline. Quant aux officiers de l'armée réglée, il faut bien admettre qu'ils ont fait leur deuil de troupes qu'ils ne savent comment utiliser. Si quelques-uns réfléchissent sur les milices garde-côtes, on ne trouve, passé le règne de Louis XIV, aucune allusion au rôle éventuel des détachements urbains dans les différents rapports sur la défense littorale.

Défendre le littoral ou rassurer les populations urbaines ?

La mobilisation de maigres troupes à l'efficacité suspecte ne peut bien évidemment suffire à la protection des villes bretonnes. La mesure n'en est pas pour autant sans importance, en contribuant notamment à rassurer des populations urbaines sensibles aux rumeurs et, ponctuellement, aux débordements qui accompagnent la diffusion de certaines d'entre elles.

81. Arch. mun. de Nantes, EE 103, f° 30 et suivants, requête au duc de Penthièvre et divers autres documents, février 1747.

82. Arch. mun. de Saint-Pol-de-Léon, BB 13, f° 14, 23 mai 1757.

83. Cité par CORVISIER, André, « Quelques aspects sociaux des milices bourgeoises au XVIII^e siècle », *Les hommes, la guerre et la mort*, Paris, Economica, 1985, p. 228.

Pourtant, si toutes les villes littorales peuvent, *a priori*, craindre une attaque britannique, celles de l'intérieur ne risquent rien. Faute de renseignements précis, faute d'une logistique adéquate, l'ennemi ne pénètre jamais bien avant dans les terres. En juin 1758, seul un détachement de l'armée de Marlborough s'avance jusqu'à Dol, à 20 kilomètres environ de Cancale, lieu du débarquement. Mais en septembre de la même année, le général Bligh suit la côte dans sa marche vers Saint-Cast, ne se risquant même pas à marcher sur Dinan, là où un pont sur la Rance lui aurait permis de traverser le fleuve côtier et de prendre Saint-Malo à revers. Malgré ces évidences, les habitants et responsables de villes hors d'atteinte craignent cependant un coup de main ennemi.

Les Nantais, par exemple, ne se sentent guère à l'abri. Durant l'automne 1746, alors que la flotte britannique croise dans les environs de Belle-Île, les « allarmes [sont] continuelles ». La communauté décrète de véritables mesures d'état de guerre. Elle charge un échevin de l'inspection des murailles ainsi que des canons qui s'y trouvent. Elle délibère pour placer des chevaux de frise sur le batardeau du fossé Saint-Nicolas « n'y ayant encore point de porte en état de fermer », précisant que « les circonstances d'à présent à cause de la guerre exigent que le public soit du moins en sécurité dans la ville⁸⁴ ». Certes, le délabrement des remparts comme la vétusté de l'artillerie rendent ces mesures dérisoires. Elles contribuent cependant à rassurer la population.

En 1758, alors que Saint-Malo constitue l'objectif des Britanniques, l'effervescence gagne à nouveau la cité ligérienne. Le monde du commerce s'inquiète pour les navires marchands et s'en ouvre au duc d'Aiguillon, commandant en chef de la province : « [La Loire est menacée]. Ces alarmes nous font prendre la liberté, Monseigneur, de vous faire au nom du commerce des représentations sur les besoins d'augmenter la défense de l'entrée de la rivière, à cet effet que nous puissions être à l'abri d'un coup de main⁸⁵. » La municipalité rassemble, de son propre chef, un détachement de milice bourgeoise : « Nous nous préparons à la défense en formant une troupe de 500 de nos habitants les plus en état de se porter en dehors pour garder les passages. » Le maire souhaite même recourir aux bas-officiers de la garnison du château pour exercer cette petite troupe⁸⁶. L'intendant Le Bret met le holà à cette inutile mobilisation : « Il me paraît qu'on a pris l'alarme de bon matin dans vos cantons » écrit-il aux échevins.

84. Arch. mun. de Nantes, BB 89, 22 octobre 1746. Notons qu'en 1692 également circule à Nantes la rumeur d'une attaque imminente contre la ville. PERRÉON, Stéphane, PIPAUD, Patrice (dir.), *La défense des côtes atlantiques de Vauban à la Révolution. L'exemple du comté nantais*, Pornic, Association Pornic Histoire, 2007, p. 28-29.

85. Lettre des juges consuls de Nantes, 15 juin 1758, citée par BINET, Henri, « La défense des côtes de Bretagne au XVIII^e siècle. Études et documents. Les descentes sur les côtes de la Manche en 1758 », *Revue de Bretagne*, août 1912, p. 82.

86. Gellée de Prémion à l'intendant, 18 juin 1758; réponse du 20 juin. *Ibidem*, p. 83.

Que les Nantais aient pu imaginer une flotte anglaise remontant la Loire, soit ; que les Rennais se soient sentis menacés étonne beaucoup plus. Pourtant, la rumeur courut que « les Anglois menaçoient de rien moins que de venir faire contribuer Rennes, ce bruit quoique dénué de vraysemblance s'en étoit répandu et le peuple, toujours peuple, en étoit frappé » note M. de Montboucher, président au parlement⁸⁷. Mais la mobilisation de la milice bourgeoise et l'achat de nouveaux fusils par la municipalité contribuent à rassurer la population : tel est sans doute l'essentiel.

Plus profondément, ces événements traduisent bien la persistance, chez la plupart des urbains bretons, d'une mentalité propre aux provinces frontalières. Une mentalité plus présente dans les villes littorales, plus directement menacées, mais qui ne leur est en rien spécifique.

Loin de l'image traditionnelle de villes du siècle des Lumières où le soldat n'est finalement qu'assez peu présent, où la participation à la milice bourgeoise relève plus d'une tradition que d'un réel souci opérationnel, où les antiques remparts sont délaissés lorsqu'ils ne sont pas détruits, la Bretagne offre la vision de cités bien plus concernées par la guerre que nombre de leurs homologues du royaume.

Si elles ne sont pas les seules dans ce cas, les villes du littoral breton, parce qu'elles sont, à bien des égards, des villes frontalières, tiennent ici une place à part. Bien que la guerre ne soit pas leur horizon habituel, elles connaissent périodiquement de réelles menaces de la part des ennemis du royaume, et notamment des Britanniques. En ces occasions, les autorités urbaines savent prendre les mesures indispensables pour, au moins, rassurer leurs administrés, quand bien même la présence de troupes réglées apparaît indispensable pour résister à une attaque en bonne et due forme.

Certes, les troupes britanniques ne prennent aucune ville bretonne au cours du XVIII^e siècle, si l'on excepte Dol, occupée une journée par un détachement sans avoir été défendue, et la capitale de Belle-Île, Le Palais, gros bourg plus que véritable ville d'ailleurs, conquis après plusieurs semaines de combats. Un jour de patience supplémentaire leur aurait permis de pénétrer dans Lorient mais ils lèvent le siège au moment même où les assiégés décident la capitulation. Quant aux victimes et destructions, elles ne sont jamais très nombreuses. Les bombardements de Saint-Malo et de Lorient ne coûtent ainsi la vie qu'à quelques malheureux civils et, en 1758, les campagnes souffrent au final beaucoup plus que la cité corsaire des déprédations britanniques⁸⁸. En réalité, la suprématie de la *Royal Navy* sur

87. SHD/DAT, A¹ 3496, lettre de M. de Montboucher, président à mortier du parlement, 15 septembre 1758.

88. L'incendie des navires de commerce et des installations portuaires de Saint-Servan représente une perte importante pour la bourgeoisie malouine cependant. Une enquête officielle évalue les dégâts à environ 2,5 millions de livres pour l'ensemble urbain Saint-Malo/Saint-Servan. Sur ce point, LAGADEC, Yann et PERRÉON, Stéphane (en collab. avec David Hopkin), *La bataille de Saint-Cast...*, op. cit., p. 269-273.

les mers – y compris à proximité directe du littoral breton – est de bien plus de conséquences pour la province, entravant le commerce maritime et asphyxiant peu à peu les principaux ports.

Cette menace, bien réelle, quasi permanente en période de conflit, induit-elle un patriotisme particulier de la part des Bretons ? Les attitudes, nous l'avons vu, varient considérablement : certains se dévouent à la défense de leur cité ou de la province tandis que d'autres prennent la poudre d'escampette à la première alerte. Le comportement des élites détermine d'ailleurs largement celui du peuple. Remarquons qu'il y a, en 1746 comme en 1758, des volontaires venus pour défendre la ville assiégée, parmi lesquels plusieurs dizaines de gentilshommes. À Saint-Malo, la détermination des habitants impressionne favorablement le marquis de La Châtre, qui, peut-être, ne s'attendait pas à une telle fermeté. Le récit français officiel, rédigé par ordre du marquis, leur rend hommage : « On ne peut s'empêcher de rendre ici témoignage de la bonne conduite des habitants de Saint-Malo : les notables se sont prêtés avec la plus grande facilité à ce qu'on désiroit d'eux ; ils cherchoient même à prévenir les besoins ; le peuple a marqué de la fermeté et beaucoup d'envie de bien faire, si l'occasion s'en étoit présentée⁸⁹. » En revanche, on chercherait vainement une traduction de ce patriotisme à travers les engagements dans l'armée réglée, particulièrement faibles en Bretagne⁹⁰. Le lien fait par A. Corvisier entre menace britannique et progrès de l'esprit militaire en Normandie, autre province-frontière maritime, ne se vérifie donc pas pour les villes bretonnes⁹¹.

On peut, en effet, montrer une réelle motivation pour défendre sa ville, sa « petite patrie », sans pour autant désirer combattre pour la « grande patrie » en Allemagne, aux Pays-Bas ou en haute mer. Si la frontière prend une incontestable « épaisseur sociale », selon l'expression de R. Morieux, en raison notamment de la mobilisation des hommes qu'elle implique, sur les côtes bretonnes comme sur les marges lorraines ou flamandes du royaume, la question de son éventuelle épaisseur culturelle demande encore à être éclairée⁹².

89. « Journal circonstancié du séjour de la flotte anglaise devant Saint-Malo, mouillée dans la baie de Cancale », cité par BINET, Henri, « La défense des côtes de Bretagne au XVIII^e siècle... », art. cit., avril 1912, p. 249.

90. PERRÉON, Stéphane, *L'armée en Bretagne au XVIII^e siècle...*, op. cit., p. 169-190.

91. CORVISIER, André, « La défense des côtes françaises contre les descentes anglaises pendant la guerre de Sept Ans », dans *Les hommes, la guerre et la mort*, Paris, Economica, 1985, p. 259-288.

92. Sur ce point, outre MORIEUX, Renaud, *Une mer pour deux royaumes...*, op. cit., p. 130 ou CABANTOUS, Alain, *Dix milles marins face à l'océan. Les populations maritimes de Dunkerque au Havre aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Publisud, 1991, p. 161-206, nous renvoyons à HOPKIN, David, LAGADEC, Yann et PERRÉON, Stéphane, « "L'Anglois", un ennemi héréditaire ? L'ambiguïté des sentiments envers les Britanniques dans la Bretagne du XVIII^e siècle », dans ULBERT, Jörg (dir.), *Ennemi juré, ennemi naturel, ennemi héréditaire. Construction et instrumentalisation de la figure de l'ennemi. La France et ses adversaires (XIV^e-XX^e siècles)*, Hambourg, DOBU Verlag, 2011, p. 90-104.

La répartition
des troupes
en Bretagne :
infanterie et
cavalerie en
mars 1756

RÉSUMÉ

Au XVIII^e siècle, alors que les conflits militaires se déroulent en dehors du territoire français, ne menaçant guère que ses frontières, le littoral breton demeure périodiquement dans la crainte des attaques britanniques. Toutes les villes de Bretagne sont susceptibles de contribuer à la défense côtière mais seules quelques-unes – parmi lesquelles les principaux ports de la province – sont réellement menacées, même si des rumeurs infondées sèment à l'occasion la panique à Nantes ou Rennes. En situation d'alerte, les responsables municipaux et la population prennent, en accord avec les autorités militaires, des mesures défensives allant de la collecte des informations à une mobilisation de la milice bourgeoise en armes. Lorsque survient un siège, comme à Lorient en 1746, la prééminence revient à l'armée réglée, contrainte néanmoins, compte tenu de sa faible importance numérique, d'associer la population à la défense de la cité, qu'il s'agisse des citadins mais également des ruraux des environs. Assurément, l'état d'esprit des populations urbaines du littoral breton est particulier, sans traduire, cependant, un patriotisme exacerbé.

ABSTRACT

For the most part, during the eighteenth century, military conflict took place outside French territory, barely threatening even its frontiers: however, over this same period, the Breton littoral remained under periodic threat of British attack. All the towns of the province might contribute to the defence of the coast but only a few – including the principle ports of Brittany – were really at risk (although unfounded rumours could spread panic as far as Nantes or Rennes). In times of danger, the municipality and the urban populations, with the agreement of the military authorities, would take defensive measures ranging from the gathering of information to the mobilisation of the civic militia under arms. When a town underwent a regular siege, as happened at Lorient in 1746, decision-making reverted to the regular army, although, as a consequence of lack of manpower, it was obliged to co-opt the general population into the defence of the city, whether these be urbanites or surrounding rural dwellers. In consequence of this continuing threat, and the preparations made for it, the urban population of the Breton coast had a heightened sense of awareness of military and political events; however, this did not translate into overweening patriotism.